

LA MINUSCA SALUE LA MISE EN PLACE DU PANEL DES FACILITATEURS DE L' UNION AFRICAINE EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Bangui, 13 septembre 2017 - La Mission multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation en République Centrafricaine (MINUSCA) soutient l'initiative de l'Union Africaine (UA) pour la paix et la réconciliation en RCA, et va travailler avec le Gouvernement centrafricain et le panel des facilitateurs de l' UA, mis en place cette semaine à Bangui, pour que le pays retrouve le chemin de la paix.

« La MINUSCA va appuyer l'UA au niveau technique, logistique et politique, en vue de la mise en œuvre de sa feuille de route pour la RCA. A cet effet, elle entend développer un partenariat solide avec le Gouvernement et le panel des facilitateurs », a indiqué mercredi le porte-parole de la Mission, Vladimir Monteiro, en soulignant que la Mission avait participé à la première rencontre du panel. La MINUSCA espère que les efforts conjoints du Gouvernement, de l' UA, des acteurs sous-régionaux et des Nations Unies vont contribuer à obtenir des groupes armés une adhésion sans équivoque à la cause de la paix.

Lors de la conférence de presse hebdomadaire, la MINUSCA a mis en garde le groupe 3R (Retour - Réclamation - Réhabilitation) contre toute tentative d' entrée dans la ville de Bouar (ouest de la RCA), qui aurait des conséquences dramatiques pour la population civile. « La MINUSCA demande au responsable de ce groupe armé de renoncer à ce projet. La Mission met également en garde les éléments anti-Balaka présents à Bouar contre toute violence ciblant une communauté spécifique », a prévenu le porte-parole.

Le porte-parole est également revenu sur la contribution de la MINUSCA au processus de sécurisation et au retour à l' ordre constitutionnel en RCA, alors qu' elle célèbre le 15 septembre prochain, le troisième anniversaire du transfert des responsabilités entre la Mission Internationale de Soutien à la Centrafrique sous conduite Africaine (MISCA) et la MINUSCA. "Grâce à ses 12.000 soldats, policiers et personnels civils déployés sur le territoire national - dont certains ont payé le sacrifice ultime pour le retour à la paix - et à travers ses interventions multiples aux côtés des partenaires centrafricains et étrangers, la MINUSCA a permis au pays de se remettre sur la voie de la paix malgré les tentatives désespérées des perturbateurs de faire dérailler ce processus inévitable," a-t-il dit.

DDR à Bouar, la semaine prochaine, alors que les enregistrements à Bangui ont pris fin, permettant de désarmer et démobiliser 109 combattants dont six femmes et de récupérer “86 armes de guerre, 16 armes de fabrication artisanale, 31 grenades, une roquette, 12 mortiers et 415 munitions”. Le porte-parole a divulgué les statistiques de la semaine sur les abus et violations des droits de l’homme (44 incidents pour 62 victimes) et annoncé la tenue cette semaine à Bangui d’une séance de sensibilisation sur la Cour pénale spéciale à l’endroit des personnes déplacées, dans le cadre du projet conjoint Gouvernement/ONU d’appui à la CPS.

De son côté, le porte-parole de la Force, Lieutenant-colonel Côme Ndayiragije, a fait savoir que la Force de la MINUSCA a pris des mesures préventives pour combattre les menaces, dans le cadre de son mandat de protection de la population civile. « La Force collabore étroitement avec les forces de sécurité intérieure et reste vigilante pour maintenir l’ordre et prévenir des actes criminels de toute nature dans la capitale et dans les régions, avec la poursuite des opérations et les escortes des convois humanitaires pour permettre l’accès à l’aide, aux populations civiles dont une partie importante vit des camps des déplacés, » a souligné le porte-parole.

Pour sa part, le porte-parole de la composante Police, Lieutenant Salifou Konseiga, a annoncé la réouverture la semaine prochaine, et en collaboration avec la Police centrafricaine et les partenaires financiers, du commissariat du 3ème arrondissement de Bangui. « En prévision de cet évènement, des séances de travail ont été organisées avec les autorités administratives, responsables religieux et chefs du comité des sages du 3ème », a-t-il indiqué. « C’est l’occasion pour nous, d’en appeler au sens de civisme de la population, afin de préserver en tous temps et en tout lieu ces infrastructures d’utilité publique », a conclu le porte-parole de la Police, en rappelant que le commissariat a été fermé suite aux évènements survenus le 20 juin 2016.